



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2006/70
13 janvier 2006

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Soixante-deuxième session
Point 14 a) de l'ordre du jour provisoire

GROUPES ET INDIVIDUS PARTICULIERS

TRAVAILLEURS MIGRANTS

**État de la Convention internationale sur la protection de tous les travailleurs
migrants et des membres de leur famille, et efforts accomplis par
le secrétariat pour promouvoir ladite convention**

1. Le présent rapport est soumis conformément au paragraphe 14 de la résolution 2004/56 de la Commission des droits de l'homme.
2. Par sa résolution 45/158 du 18 décembre 1990, l'Assemblée générale a adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, et a invité tous les États membres à envisager de signer et de ratifier la Convention ou d'y adhérer, à titre prioritaire.
3. La Convention est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2003 après le dépôt du vingtième instrument de ratification, le 14 mars 2003.
4. Dans sa résolution 2004/56, la Commission, après avoir noté avec satisfaction que la Convention internationale était entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2003, a constaté avec satisfaction que d'autres États avaient entre-temps signé ou ratifié la Convention, ou y avaient adhéré, et a engagé à nouveau tous les États qui ne l'avaient pas encore fait à envisager de signer et de ratifier la Convention ou d'y adhérer dans les meilleurs délais.
5. L'importance que revêt la ratification de la Convention a également été soulignée par l'Assemblée générale dans sa résolution 59/262, dans laquelle elle s'est félicitée du nombre croissant de signatures, ratifications ou adhésions à la Convention, a invité les États parties à prendre les mesures nécessaires pour appliquer la Convention et tous les États membres qui ne l'avaient pas encore fait à envisager de signer et de ratifier la Convention, ou d'y adhérer dans les meilleurs délais, afin d'élargir la participation des États membres à cet instrument.

L'Assemblée générale s'est ensuite félicitée de l'intensification des activités entreprises par les organes et organismes des Nations Unies, ainsi que les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, pour assurer la diffusion d'informations sur la Convention et en faire comprendre toute l'importance et les a invités à continuer d'intensifier leurs efforts dans ce domaine.

6. Au 15 décembre 2005, 34 États avaient ratifié la Convention ou y avaient adhéré. Depuis le dernier rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention (E/CN.4/2004/73), 10 autres États, à savoir l'Algérie, le Chili, le Honduras, la Jamahiriya arabe libyenne, le Lesotho, le Nicaragua, le Pérou, la République arabe syrienne, le Timor-Leste et la Turquie avaient ratifié la Convention ou y avaient adhéré. En outre, 8 autres États avaient signé la Convention. On trouvera d'autres précisions sur les États ayant signé ou ratifié la Convention ou y ayant adhéré sur le site Web du Bureau des affaires juridiques de l'ONU à l'adresse: <http://untreaty.un.org>.

7. La promotion des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, dont fait partie la Convention, est une priorité constante du Secrétaire général et du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. À cet égard, le 18 décembre 2004, Journée internationale des migrants, le Secrétaire général a invité tous les États membres qui ne l'avaient pas encore fait à devenir partie à la Convention et a également encouragé les États parties à reconnaître la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications émanant de particuliers qui relèvent de leur juridiction et se plaignent de violations des droits que leur garantit la Convention. Le Secrétaire général a renouvelé son appel à l'occasion de la Journée internationale des migrants de 2005.

8. En outre, le Comité directeur de la Campagne mondiale pour la ratification de la Convention sur les droits des migrants, qui a été créée en mars 1998 aux fins d'organiser une campagne mondiale en faveur de la ratification et de l'entrée en vigueur de la Convention, a poursuivi ses activités. Le Haut-Commissariat a continué à participer à cette initiative et à l'appuyer.

9. La Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des migrants a continué de promouvoir l'adhésion à la Convention, conformément au mandat que lui a confié la Commission des droits de l'homme. En 2005, elle a participé à plusieurs conférences, séminaires et autres manifestations et fait des discours et des conférences à l'occasion desquels elle a rappelé l'importance de la ratification de la Convention pour une protection complète et efficace des droits de l'homme des migrants. Dans une déclaration faite conjointement avec le Président du Comité pour la protection des droits des travailleurs migrants, prononcée à l'occasion de la Journée internationale des migrants en 2005, la Rapporteuse spéciale a appelé tous les États à ratifier la Convention ou à y adhérer.

10. Dans le cadre du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, le secrétariat a poursuivi ses efforts pour établir un dialogue avec les États qui n'ont pas encore adhéré à tous les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment la Convention. L'importance de la ratification de la Convention a continué à figurer à l'ordre du jour des ateliers sur la ratification et la présentation de rapports aux organes chargés de surveiller l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme organisés en 2004 et 2005 par le Haut-Commissariat.

11. Le Comité pour la protection des droits des travailleurs migrants a tenu sa deuxième session du 25 au 29 avril 2005 à l'Office des Nations Unies à Genève. Au cours de cette session, il a examiné ses méthodes de travail concernant l'examen des rapports initiaux présentés par les États parties. Il a eu des consultations avec les États parties le 26 avril 2005.

12. Le Comité a tenu sa troisième session du 12 au 16 décembre 2005 à l'Office des Nations Unies à Genève. Au cours de cette session, il a adopté une liste des points à traiter concernant un rapport initial présenté en vertu de la Convention. Il a également organisé, le 15 décembre 2005, une journée de débat général sur «la protection des droits de tous les travailleurs migrants en tant que moyen propre à renforcer le développement». De concert avec le Comité directeur de la Campagne mondiale pour la ratification de la Convention internationale sur les droits des migrants, il a célébré la Journée internationale des migrants le 16 décembre 2005.

13. La quatrième session du Comité pour la protection des droits des travailleurs migrants se tiendra du 24 au 28 avril 2006 à l'Office des Nations Unies à Genève.
